



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MACON ENERGIES SERVICES

211 rue du Président Kennedy
71000 Mâcon

Références : AV/MV/2024/C_158
Code AIOT : 0003300377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement MACON ENERGIES SERVICES implanté 9 rue Jean Mermoz 71000 MACON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACON ENERGIES SERVICES
- 9 rue Jean Mermoz 71000 MACON
- Code AIOT : 0003300377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MACON ENERGIES SERVICES a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2017-137-1 du 17 mai 2017 à exploiter une chaufferie soumise à autorisation au titre de la rubrique 2910-A-1 de la nomenclature des ICPE. Le site relève de la directive dite IED, rubrique 3110. L'exploitation est également encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire des conditions d'exploitation relatives aux meilleurs techniques disponibles du 10 juillet 2019 pris suite au réexamen du site. L'installation a pour fonction de fournir en eau chaude basse pression le réseau de chaleur de la ville de Mâcon à partir de chaudières alimentées en biomasse et au gaz naturel et de fournir en électricité à partir de moteurs à combustion interne alimentés au gaz naturel le réseau électrique en fonction de la demande du distributeur. Le site dispose de 2 chaudières biomasse, de 2 cogénérations et de 4 chaudières gaz (dont 2 possibles FOD).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le rejet RI2 présente régulièrement des dépassements en pH. Or l'arrêté préfectoral et le dossier d'autorisation indiquent :

Article 4.4.5 de l'AP :

[...]

RI 2	
Nature des effluents Exutoire du rejet Organisation du point de rejet Traitement avant rejet	Eaux industrielles Réseau eaux (R2) Cuve enterrée de 40 m³ (pompage avec contrôle de la température et du pH) avant passage par séparateur d'hydrocarbures n°2 Neutralisation du pH et refroidissement Séparateur d'hydrocarbures n°2
Point de contrôle des rejets	En sortie du séparateur d'hydrocarbures n°2

[...]

Extrait du DDAE (étude d'impact, chapitre 3.6.6b)

Les eaux usées industrielles seront dirigées dans une fosse ou une cuve de 40 m³. Depuis cette dernière, les eaux seront pompées et contrôlées en continu au niveau en terme de pH et de température. Si nécessaire, ces eaux seront neutralisées et refroidies avant envoi vers un séparateur d'hydrocarbures. A chaque étape des regards seront installés pour contrôler la qualité des eaux usées. Notons que tant que les mesures ne seront pas bonnes, les eaux seront en recirculation dans la fosse. Une vanne sera mise en œuvre entre la cuve et le regard.

Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral de 2017 :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constat 00-17102024: non-conformité : le pH et la température ne sont pas suivis en continu et les eaux ne sont pas neutralisées avant rejet.

Demande d'action corrective : le suivi du pH et de la température ainsi que la neutralisation du pH

sont à mettre en place sous un délai de 6 mois.

Demande de justificatifs : l'exploitant transmet les justificatifs relatifs à la commande et à la mise en place des équipements.

En cas de non-retour à la conformité pour le suivi en continu du pH et de la température ainsi qu'en absence de neutralisation du pH sous un délai de 6 mois (2 analyses trimestrielles au premier semestre 2025 sont demandées), une mise en demeure pourra être proposée au préfet de Saône-et-Loire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 3.2.2 et 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejets atmosphériques - VLE	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 3.2.5 et annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Rejets atmosphériques - respect des fréquences	AP Complémentaire du 10/07/2019, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rejets atmosphériques - Cas des mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 11.2.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejets aqueux - Entretien des séparateurs / piège à cailloux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.4 et 10.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Rejets aqueux - Respect des VLE & fréquence de contrôle	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.7 / 4.4.9 / 4.4.12 / 11.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 7.2.1 à 7.2.3 et 11.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 11.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan de gestion des OTNOC	AP Complémentaire du 10/07/2019, article 4	Sans objet
10	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 8.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement présente plusieurs non-conformités liées notamment :

- aux respects des valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques (dépassement des flux de COVNM sur les chaudières biomasse, NOx pour les chaudières Gaz-FOD 7 et 8 ...)
- au non suivi des certains paramètres dans le contrôle des rejets atmosphériques (formaldéhyde et CH4 en cogénération, HCl en continu ou en fréquence semestrielle pour les chaudières biomasse)
- aux résultats non conformes pour les QAL2 sur certains paramètres
- à l'absence de fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures
- aux respects des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux industriels (concentration en chrome, chrome VI et macropolluants)
- à l'absence de suivi en continu du pH et de la température, absence de neutralisation du pH
- à l'absence de contrôle des niveaux sonores
- à l'absence de protection des piézomètres et de courbes isopièzes

Plusieurs demandes d'actions correctives et de justificatifs sont formulées.

En cas de non-retour à la conformité pour le suivi en continu du pH et de la température, absence de neutralisation du pH ainsi qu'un retour à la conformité pour les VLE des rejets aqueux sous un délai de 6 mois (2 analyses trimestrielles au premier semestre 2025 sont demandées), une mise en demeure pourra être proposée au préfet de Saône-et-Loire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 3.2.2 et 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : 3.2.2 Voir le tableau des conduits dans l'arrêté préfectoral. 3.2.3 L'exploitant met en œuvre les techniques de réduction des émissions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• un traitement des fumées biomasse par filtre à manches ;• des brûleurs et réglages bas-NOx sur les générateurs gaz ;• un traitement par filtre catalytique pour limiter les émissions de COV et de CO des moteurs gaz de la cogénération ;• une came numérique positionneuse pilotée par une sonde d'oxygène visant à optimiser la combustion par correction de la teneur en oxygène dans les fumées pour les brûleurs gaz.
Constats : Les installations n'ont pas été modifiées depuis la signature de l'arrêté préfectoral de 2017. Les techniques de réduction des émissions suivantes sont bien mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none">• un traitement des fumées biomasse par filtre à manches (entretien du by-pass en cours) ;• des brûleurs et réglages bas-NOx sur les générateurs gaz (adaptatif en fonction de la charge) ;• un traitement par filtre catalytique pour limiter les émissions de COV et de CO des moteurs gaz de la cogénération (nettoyage réalisé durant l'été 2024, programmé tous les 2 ans)• une came numérique positionneuse pilotée par une sonde d'oxygène visant à optimiser la combustion par correction de la teneur en oxygène dans les fumées pour les brûleurs gaz. Constat 01-17102024 : l'exploitant n'a pas connaissance d'une vérification ou d'un étalonnage particulier de la sonde oxygène. Il indique qu'il verra avec son prestataire si une vérification est possible en fin d'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Constat 01-17102024 : l'exploitant précisera comment sont vérifiées les sondes permettant le bon fonctionnement du dispositif d'optimisation de la combustion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 3.2.5 et annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les rejets dans l'atmosphère, issus des installations, doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux de polluants figurant dans le tableau de l'annexe I du présent arrêté. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par normaux mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de :

- 6 % dans le cas des combustibles solides,
- de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs ;
- et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.

Voir le tableau en annexe I de l'arrêté préfectoral et + l'article 10 de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports de contrôle des installations pour les années 2023 et 2024 (1^{er} semestre), prestataire SOCOTEC.

Constat 02-17102024 : non-conformité : des non-conformités des VLE pour les paramètres suivants sont constatés :

- vitesse d'éjection, février 2024, chaudière biomasse
- flux de COVNM, février 2023 et février 2024, chaudières biomasse 1 et 2
- vitesse d'éjection, février 2024, cogénérations 1 et 2
- concentration en NOx, novembre 2023 et février 2024, cogénérations 1 et 2
- flux en NOx, février 2024, cogénérations 1 et 2
- concentration et flux en NOx, février 2023, cogénération 2
- vitesse d'éjection, février 2024, chaudière gaz 5
- concentration et flux de SO₂, février 2023, chaudières gaz - FOD 7 et 8
- concentration en NOx, février 2024, chaudières gaz - FOD 7 et 8

Le rapport de contrôle de février 2024 indique une conformité pour le flux de COVNM. Toutefois, la VLE prise pour comparaison n'a pas la même unité (erreur d'unité dans le tableau des VLE transmis pour le contrôle inopiné. L'inspection précise que le tableau à prendre en compte est bien celui de l'AP de 2017). L'exploitant indique son souhait de vérifier la valeur de la VLE du flux de COVNM pour les chaudières biomasse 1 et 2.

L'exploitant indique que l'origine des dépassements pourraient être dus :

- pour les NOx : la galette catalytique était en fin de vie, elle a été modifiée durant l'été 2024. Les nouvelles analyses sur les cogénérations devraient redevenir conformes ;
- la maintenance constructeur et le réglage combustion effectués en fin d'année 2023 sur les

<p>chaudières gaz ont permis le retour à un respect des VLE pour les SO₂ et NO_x sur les chaudières gaz-FOD ;</p> <p>- pour la vitesse d'éjection, SOCOTEC doit proposer un devis pour la mise en place d'un cône de réduction.</p>
<p>Constat 03-17102024 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la VLE en formaldéhyde pour les cogénérations 1 et 2.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 02-17102024 : l'exploitant transmettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conclusion des investigations sur les VLE en flux de COVNM ; - le devis de SOCOTEC concernant les cônes de réduction. <p>L'exploitant justifiera du retour à la conformité pour le paramètre NO_x pour les 2 cogénérations, flux en COVNM pour les chaudières biomasse et vitesse pour la chaudière gaz 5.</p> <p>Constat 03-17102024 : l'exploitant justifiera du respect de la VLE en formaldéhyde des cogénérations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Rejets atmosphériques - respect des fréquences

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2019, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chacun des polluants prévu au tableau qui suit, au moins une mesure est effectuée dans les six mois suivant la mise en service de l'installation puis périodiquement, conformément à la fréquence définie ci-dessous. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.</p> <p>Les émissions rejetées par chacune des conduites d'une cheminée commune font l'objet d'une surveillance séparée.</p> <p>Le tableau suivant définit la fréquence, les paramètres et les points de rejets pour lesquels des mesures sont réalisées sur la période de fonctionnement normale des différents générateurs.</p> <p>Voir le tableau de l'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne peut pas justifier que les émissions de HCl sont suffisamment stables pour permettre une fréquence d'analyse semestrielle. De fait réglementairement, la surveillance doit être continue.</p>

<p>Constat 04-17102024 : non-conformité : l'exploitant ne réalise pas de surveillance continue du paramètre HCl et d'analyse à la fréquence minimale demandée pour ce paramètre pour les 2 chaudières biomasse.</p> <p>Constat 05-17102024 : non-conformité : l'exploitant ne réalise pas le suivi annuel des paramètres CH₄ et formaldéhyde des 2 cogénérations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 04-17102024 : mettre en place une surveillance du paramètre HCl en continu sur les chaudières biomasse ou justifie que les émissions de HCl sont suffisamment stables pour permettre une fréquence d'analyse semestrielle et met en place la surveillance à la fréquence minimale semestrielle.</p> <p>Constat 05-17102024 : réaliser la surveillance du CH₄ et du formaldéhyde pour les cogénérations pour le 2ème semestre 2024 puis respecte la fréquence annuelle prescrite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les périodes de démarrage et d'arrêt des unités de combustion, • les périodes d'essais, de réglage ou d'entretien des unités de combustion, • les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions, • les périodes d'étalonnage des baies d'analyses. <p>Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol, • l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes, • une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire, • une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats :

<p>Le plan de gestion des OTNOC a été transmis suite à la visite d'inspection réalisée en 2021.</p> <p>La vérification et le relevé des émissions causées par les OTNOC sont consignés dans des rapports journaliers dits non stabilisés (au démarrage ou à l'arrêt, un signal est envoyé sur la baie Envea qui permet d'indiquer que la mesure est non stabilisée.</p> <p>Les mesures correctives sont tracées dans un cahier disponible dans la salle de supervision. En général, il s'agit d'un appel téléphonique (dépannage à distance) à Envea qui explique la marche à suivre par l'opérateur. Le suivi est quotidien. En cas de besoin, le dépannage peut également être fait sur place par Envea.</p> <p>Certaines références dans les relevés sont notées « indisponibles ». L'exploitant indique que cela se produit quand il y a des problèmes de communication réseau entre les différents équipements. La capacité du réseau sera prochainement augmentée afin d'éviter l'absence de données.</p> <p>L'évaluation périodique est réalisée chaque année au moment du bilan annuel de fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejets atmosphériques - Cas des mesures en continu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 11.2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée tous les cinq ans et dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; • après une modification majeure du fonctionnement de l'installation ; • après une modification majeure concernant le système de mesure automatique (AMS).

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues en continu dans le tableau de l'article 11.2.1 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Les résultats des mesures réalisées dans ce cadre sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté, pour les paramètres mesurés en continu, sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes de panne ou dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiqué ci-après.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 % ;
- SO₂ : 20 % ;
- NO_x : 20 % ;
- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Si toutefois le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions applicables au cas des mesures périodiques.

Constats :

L'exploitant présent un tableau synthétisant les résultats des contrôles QAL 2 et AST pour les années 2022, 2023 et 2024.

Constat 06-17102024 : non-conformité : les résultats des QAL2 en CO pour les cogénérations sont non-conformes en 2024.

L'exploitant indique que cette non-conformité est due à un problème sur une électrovanne qui est non fonctionnelle.

Constat 07-17102024 : non-conformité : les résultats des QAL2 en 2024 pour les chaudières biomasse sont manquants. L'AST 2022 indique une non-conformité en O2 pour la biomasse 3 puis une conformité en 2023. Les AST 2022 et 2023 indiquent une non-conformité en O2 pour la biomasse 4.

L'exploitant indique que le problème d'étanchéité du by-pass n'a pas permis de refaire les mesures dont les premiers résultats pour 2024 sont non-conformes. Le jour de la visite, les travaux étaient en cours. L'exploitant indique que les QAL 2 seront réalisés avant la fin de l'année.

Les QAL2 des chaudière gaz 5 à 8 étaient en 2024 non-conformes. A noter toutefois, que lors de l'AST de 2023 pour le paramètre O2 des chaudières 5, 7 et 8, le résultat n'était pas conforme.

Les contrôles QAL3 ont été réalisés en juin 2024 par ENVEA. Ils sont conformes pour la cogénération, les chaudières gaz 5 à 8.

Constat 08-17102024 : non-conformité : les résultats des QAL3 pour les chaudières biomasse sont non-conformes en CO.

Pour Information, les résultats des suivis en continu pour l'année 2023 sont compilés ci-dessous :

COGE1 : Jours d'invalidations de mesures : CO : x2 Nox : x2

- CO : 1 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 10h durée dépass 200%VLE
- Nox : 1 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 1j 01h durée dépass 200%VLE

COGE2 : Jours d'invalidations de mesures : CO : x3 Nox : x2

- CO : 5 jours avec moyenne journalière > 110%VLE // 2j 6h durée dépass 200%VLE
- Nox : 10 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 4j 00h durée dépass 200%VLE

BIO CH03 : Jours d'invalidations de mesures : CO : x7 Nox : x7 SO2 : x7 PS : x24

- CO : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE
- Nox : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE
- SO2 : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE
- PS : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE

BIO CH04 : Jours d'invalidations de mesures : CO : x9 Nox : x9 SO2 : x9 PS : x16

- CO : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE
- Nox : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE
- SO2 : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE
- PS : 0 jour avec moyenne journalière > 110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE

<p>CH05 : Jours d'invalidations de mesures : CO :x6 Nox :x6 SO2 :x5</p> <ul style="list-style-type: none"> CO : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE Nox : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE SO2 : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE //0h durée dépass 200%VLE <p>CH06 : Jours d'invalidations de mesures : CO :x23 Nox :x23 SO2 :x23</p> <ul style="list-style-type: none"> CO : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE Nox : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE SO2 : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE //0h durée dépass 200%VLE <p>CH07 : Jours d'invalidations de mesures : CO :x0 Nox :x0 SO2 :x0</p> <ul style="list-style-type: none"> CO : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE Nox : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE SO2 : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE PS : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE <p>CH08 : Jours d'invalidations de mesures : CO :x0 Nox :x0 SO2 :x0</p> <ul style="list-style-type: none"> CO : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE Nox : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE SO2 : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE PS : 0 jour avec moyenne journalière>110%VLE // 0h durée dépass 200%VLE
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constats 06-17102024, 07-17102024 et 08-17102024 : l'exploitant justifiera du retour à la conformité et transmettra, dès réception, les rapports QAL2, QAL3 et AST qui seront réalisés à la fin de l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>
<p>N° 6 : Rejets aqueux - Entretien des séparateurs / piège à cailloux</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.4 et 10.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.4.4</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre [...].</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10.1.1

[...]

Les eaux pluviales des zones de dépotage biomasse sont traitées par un séparateur dégrilleur équipé d'un piège à cailloux, d'une grille amovible avec râteau et bac d'égouttage des refus.

Constats :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées (séparateurs d'hydrocarbures) sont mesurés annuellement.

Les résultats d'analyse sont archivés sur le réseau du site.

Constat 09-17102024 : non-conformité : le site ne dispose pas de registre spécifique pour suivre année après année les résultats des analyses sur les eaux pluviales ou pour noter les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

L'exploitant précise n'avoir jamais eu d'incident de fonctionnement des dispositifs de collecte ou de traitement des rejets.

Le dernier curage (SARP Mâcon) du séparateur a été réalisé en août 2024. Le bordereau de suivi des déchets issu de l'application Trackdéchets a été présenté.

Constat 10-17102024 : non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et d'attestation de conformité à la norme en vigueur.

Depuis fin 2023, l'exploitant effectue des rondes de surveillance avec de nombreux items à vérifier dont les séparateurs d'hydrocarbures.

Constat 11-17102024 : lors de la visite du site, l'exploitant a ouvert les plaques au-dessus du séparateur d'hydrocarbures. En l'état, le niveau de 2/3 de la hauteur utile de l'équipement ne peut être vérifié.

Suite à la visite d'inspection réalisée en 2021, où l'exploitant n'avait pas pu justifier de l'absence ou de la présence d'un piège à cailloux, l'exploitant présente cette fois un plan des réseaux sur lequel un dispositif est indiqué en amont du séparateur.

Lors de la visite du site, l'exploitant a soulevé la plaque au-dessus de ce dispositif. Il est en effet constaté la présence d'une grille avant le débouché envoyant les eaux au séparateur permettant

de piéger les cailloux.

Constat 12-17102024 : l'exploitant n'a pas évoqué la présence d'une grille amovible avec râteau et bac d'égouttage des refus demandée dans l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 09-17102024 : L'exploitant mettra en place les registres demandés.

Le dernier curage (SARP Mâcon) du séparateur a été réalisé en août 2024. Le bordereau de suivi des déchets issu de l'application Trackdéchét a été présenté.

Constat 10-17102024 : l'exploitant obtient de ses prestataires les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et attestation de conformité à la norme en vigueur.

Constat 11-17102024 : l'exploitant mettra en place un moyen de visualiser le niveau de 2/3 de la hauteur utile de l'équipement lui permettant de vérifier si ce niveau est atteint ou non.

Constat 12-17102024 : l'exploitant justifiera de la non-nécessité d'avoir sur site une grille amovible avec râteau et bac d'égouttage des refus comme demandé dans l'arrêté préfectoral ou met en place ces équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets aqueux - Respect des VLE & fréquence de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.7 / 4.4.9 / 4.4.12 / 11.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Article 4.4.7 :

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.4.9 :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Les prélèvements sont

proportionnels au débit sur cette durée, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans leur milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet : RI 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5.)

Maximal journalier en m3/j	10 m ³ / j
----------------------------	-----------------------

Paramètre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
MES	30	250
DCO	125	1000
Phosphore total	10	80
Azote global (organique, ammoniacal, oxydé)	30	250
Hydrocarbures totaux	5	40
Composés organiques halogénés (AOX)	0,5	4
Cadmium et ses composés	0,05	Somme des métaux < 5
Mercure et ses composés	0,02	
Plomb et ses composés	0,1	
Nickel et ses composés	0,5	

Cuivre dissous	0,5	
Zinc dissous	1	10
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,5 dont 0,1 pour le chrome hexavalent et ses composés	4 dont < 1 pour Cr ⁶⁺
Sulfates	2 000	16000
Sulfites	20	160
Sulfures	0,2	16
Fluor et composés dont fluorures	30	250

+ Article 42 de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110

Paramètres	N° CAS	Code SANDRE	Concentration (mg/L)
MES	-	1305	30
Cadmium et ses composés (en Cd) (*)	7440-43-9	1388	0,05
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	0,03
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1369	0,03

Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1382	0,02
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,05
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	-	1314	125
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5
Hydrocarbures totaux	-	7009	10
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30
Phosphore total	-	1350	10
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,05
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,05

Sulfates	14808-79-8	1338	2000
Sulfites	14265-45-3	1086	20
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2
Ion fluorures (en F-)	16984-48-8	7073	30
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8

Article 4.4.12 :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées du point de rejet RI 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.) dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	5

Article 11.2.3

L'exploitant fait effectuer, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, un contrôle des rejets d'eaux résiduares pour les points et à la fréquence définis dans le tableau suivant :

Point de rejet	Fréquence	Paramètres et valeurs limites définis à l'article

RI 1	Annuelle	4.4.12
RI 2	Semestrielle	4.4.9

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports d'analyse de la qualité des rejets des eaux pluviales (RI1) et des eaux industrielles (RI2) pour les années 2023 et 2024.

Il est constaté le respect des fréquences d'analyse à savoir semestrielle pour le rejet RI2 et annuelle pour le rejet RI1.

Les résultats des analyses sur les eaux pluviales montrent la conformité des rejets aux VLE prescrites.

Constat 13-17102024 : non-conformité : les dépassements des VLE (prises en comptes des VLE les plus contraignantes entre l'AP et l'AMPG du 03/08/2018) sont constatés sur les eaux du rejet RE2 :

- pour le paramètre pH en avril 2023, août 2023 et avril 2024. Le résultat de juillet 2024 est conforme. Toutefois les dépassements entre avril 2023 et avril 2024 sont significatifs avec des valeurs relevées jusqu'à 11,1.

- pour le débit en juillet 2024 (VLE de 10 m³/j)

Constat 14-17102024 : non-conformité : des dépassements sont observés sur les paramètres suivants (par contrôle) :

Paramètres	Avril 2023	Août 2023
Azote global	50 mg/l au lieu de 30 mg/l	58 mg/l au lieu de 30 mg/l
Phosphore total	11 mg/l au lieu de 10 mg/l	-
Sulfures	0,49 mgS/l au lieu de 0,2 mg/l	-
Chrome	0,758 mg/l au lieu de 0,05 mg/l(15X la VLE)	0,806 mg/l au lieu de 0,05 mg/l(16X la VLE)
Chrome VI	1,07 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (21X la VLE)	-

Cuivre	0,113 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (2,3X la VLE)	0,167 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (3,4X la VLE)
Plomb	0,045 ug/l au lieu de 0,025mg/l	-
MES	825 mg/l au lieu de 30 mg/l (27,5X la VLE)	120 mg/l au lieu de 30 mg/l (4X la VLE)
DCO	750 mg/l au lieu de 125 mg/l (6X la VLE)	133 mg/l au lieu de 125 mg/l

Paramètres	Avril 2024	Juillet 2024
Azote global	-	-
Phosphore total	-	-
Sulfures	-	-
Chrome	1,15 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (23X la VLE)	0,164 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (3,3X la VLE)
Chrome VI	1,15 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (23X la VLE)	0,16 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (3,3X la VLE)
Cuivre	-	-
Plomb	-	-
MES	52 mg/l au lieu de 30 mg/l	-

DCO	-	2420 mg/l au lieu de 125 mg/l (19,5X la VLE)
-----	---	-------------------------------------------------

Lors de la visite, sont surtout évoqués les sources potentielles des dépassements sur les paramètres débit, pH et chrome VI.

- Pour le dépassement du débit, l'analyse aurait été réalisée lors d'une période de régénération de l'adoucisseur (ponctuel et période non connue à l'avance). Or la cuve de cette installation a été changée et présente un volume plus important.

- Concernant le pH, un seul produit utilisé sur le site présente un pH de 13. Toutefois, ce produit ne se retrouve normalement pas (sauf en cas de déversement accidentel, ce qui n'est pas arrivé sur le site d'après l'exploitant) dans les eaux usées. Une cuve de 30 m³ récupère les fuites du réseau pouvant contenir ce produit. La cuve est pompée et les déchets éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Le pH basique serait plutôt dû au système de convoyeur des cendres humides.

- Le chrome proviendrait du vieillissement « naturel » des barreaux de chaudière biomasse (rappelons que la chaufferie est relativement récente, mise en service en 2018). Sous les températures élevées, le chrome produirait du chrome VI.

Plusieurs pistes de réflexion sont en cours.

L'exploitant indique que remplacer le système de convoyeur actuel par un convoyeur sec engendrerait trop de problèmes techniques et de sécurité de l'installation.

L'exploitant se renseigne pour savoir si un remplacement des barreaux est possible.

L'exploitant a fait réaliser par la SARP des pompages des eaux lors des opérations de maintenance estivales au lieu de rejeter ces eaux au réseau. Il a présenté des mesures complémentaires qui montrent que la concentration en chrome VI dans les rejets a diminué suite à ces pompages.

L'exploitant évoque également la possibilité d'améliorer l'étanchéité des bennes cendres placées en extérieur et dont les eaux d'égouttage finissent dans les eaux usées.

Il est évoqué lors de la visite, la possibilité de suivre le pH des eaux afin de mieux comprendre en fonction du fonctionnement des installations la cause de l'augmentation du pH.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 13-17102024 : l'exploitant justifiera du retour à la conformité pour le pH et le débit.

L'exploitant mettra en place des actions correctives pour éviter l'envoi au réseau d'eaux présentant notamment un pH basique.

Constat 14-17102024 : l'exploitant justifiera du retour à la conformité pour les paramètres montrant des dépassements réguliers.

Pour les macropolluants, il peut également solliciter une modification des VLE (rejet envoyé en STEP de Mâcon). Toutefois, il doit alors fournir la convention de rejets et l'autorisation de déversement, les justificatifs démontrant que la STEP en question est apte à recevoir les effluents (rendement, impact, ...).

Il convient que l'exploitant :

- détermine et justifie l'origine du chrome et du chrome VI présents dans ses rejets aqueux ;
- mette en place des actions correctives pour éviter l'envoi au réseau d'eaux présentant notamment des concentrations en chrome et chrome VI non conformes.

Notamment, il réalisera a minima deux analyses trimestrielles au premier semestre 2025 pour

Notamment, il réalisera a minima deux analyses trimestrielles au premier semestre 2025 pour vérifier le respect des VLE (0,05 (mg/l) pour le chrome dont chrome hexavalent, 0,05 (mg/l). Il transmet les résultats à l'inspection.

En cas de non-conformité persistante sur les paramètres chrome et chrome VI, une mise en demeure sera proposée à M. le préfet de Saône-et-Loire.

Remarque : l'exploitant doit demander à son prestataire de réaliser la comparaison aux VLE les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2017 et l'arrêté ministériel de 2018.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 7.2.1 à 7.2.3 et 11.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 7.2.1 :

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jourAllant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuitAllant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 7.2.3

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que :

- l'ensemble des aéroréfrigérants du local pompes ait un niveau de puissance sonore maximal de : 70 dB(A),
- le niveau de pression sonore maximal en sortie de bouche de cheminée des chaudières gaz soit de : 70 dB(A)

Article 11.2.7

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

Constats :

La dernière mesure des niveaux limites de bruit a été réalisée en janvier 2020. Cette disposition a été contrôlée lors de la visite d'inspection de 2021.

Constat 15-17102024 : non-conformité : la fréquence triannuelle de vérification des niveaux sonores n'est pas respectée.

L'exploitant a présenté un devis de mars 2024 (NOTE OTE ingénierie) pour la réalisation de mesures. L'exploitant indique que les mesures seront réalisées à la fin de l'année 2024 après la mise en route des installations de cogénération.

Constat 16-17102024 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'ensemble des aéroréfrigérants du local pompes ont un niveau de puissance sonore maximal de : 70 dB(A) et que le niveau de pression sonore maximal en sortie de bouche de cheminée des chaudières gaz soit de : 70 dB(A).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 15-17102024 : l'exploitant fait réaliser des mesures des niveaux sonores en limite de propriété et en zone à émergence réglementée et veille à respecter les fréquences de mesurage. Il transmet le rapport dès réception.

Constat 16-17102024 : l'exploitant justifiera que l'ensemble des aéroréfrigérants du local pompes ont un niveau de puissance sonore maximal de 70 dB(A) et que le niveau de pression sonore maximal en sortie de bouche de cheminée des chaudières gaz soit de 70 dB(A).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 11.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.</p> <p>Article 11.2.4.1 - Implantation des ouvrages de contrôle des Eaux souterraines [...] L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. [...] Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p> <p>Article 11.2.4.2 - Réseau et programme de surveillance Le réseau de surveillance se compose au minimum de deux piézomètres implantés en aval du site de l'installation et d'un piézomètre en amont. La définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.</p> <p>L'exploitant localise les ouvrages sur un plan actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).</p> <p>Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée ci-dessus.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation notamment mise en évidence dans le rapport de base établi dans le cadre de la demande d'autorisation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre du bilan prévu à l'article 11.4.1 du présent arrêté. Toute variation anormale lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la variation constatée. Il</p>

informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'exploitant joint aux résultats d'analyse des prélèvements un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec la localisation des piézomètres.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports d'analyses effectués sur les eaux souterraines en 2023 et 2024. L'exploitant respecte la fréquence semestrielle des analyses (hautes et basses eaux). Lors de la visite du site, l'inspection a pu observer les 3 piézomètres du site.

Constat 17-17102024 : non-conformité : les 3 ouvrages ne sont pas scellés ou cadénassés ce qui ne garantit pas la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

Constat 18-17102024 : non-conformité : les localisations de prise de mesures pour les nivellements ne sont pas clairement signalisées sur l'ouvrage.

Constat 19-17102024 : les rapports de contrôle ne permettent pas de déterminer les deux piézomètres implantés en aval du site de l'installation et celui en amont (absence d'indication).

Constat 20-17102024 : non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec la localisation des piézomètres.

Constat 21-17102024 : l'exploitant ne suit pas l'évolution des paramètres, les résultats ne sont pas comparés aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...). L'exploitant ne semble donc pas en mesure de détecter une anomalie, une pollution ou une évolution des résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 17-17102024 : entre deux campagnes de prélèvement, l'exploitant protège les ouvrages afin garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

Constat 18-17102024 : les localisations de prise de mesures pour les nivellements doivent être clairement signalisées sur l'ouvrage.

Constat 19-17102024 : l'exploitant se rapprochera de son prestataire afin que les rapports de contrôle permettent de déterminer les deux piézomètres implantés en aval du site de l'installation et celui en amont.

Constat 20-17102024 : l'exploitant établit et transmet à l'inspection la carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec la localisation des piézomètres.

Constat 21-17102024 : l'exploitant met en place une action lui permettant de suivre l'évolution des concentrations.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 8.3.2
Thème(s) : Autre, Sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par SOCOTEC le 26 juillet 2024. Le rapport présenté ne fait pas état de non-conformités. 6 observations sont formulées qui sont récurrentes.</p> <p>L'exploitant présente le Q18, ce dernier conclut à l'absence de risques.</p> <p>Si les observations ne peuvent pas être traitées en interne, l'exploitant fait appel à un prestataire extérieur, les interventions seront tracées (interne comme externe) dans la GMAO du site (nouveau logiciel en cours de déploiement).</p>
Type de suites proposées : Sans suite